



LA CHRONIQUE DE JEAN PISANI-FERRY

Comment faire sans les Etats-Unis

Le premier mandat de Donald Trump avait commencé de manière chaotique. Le second va s'engager au pas de charge. Pendant la campagne, le républicain a claironné ce qu'il allait faire et l'a répété après l'élection, en même temps qu'il annonçait une série de nominations cohérentes avec l'ambition d'une présidence transformatrice. Ni la Chine ni l'Europe ne pourront arguer qu'elles n'ont pas été prévenues.

Sur le plan macroéconomique, la feuille de route est claire : pérennisation des baisses d'impôt décidées au cours du premier mandat, expulsion massive des immigrés en situation irrégulière et hausse des tarifs douaniers, à un niveau punitif (60 %) sur les produits chinois et à hauteur de 10 % à 20 % sur les importations en provenance des autres pays. Comme l'a montré l'économiste Olivier Blanchard, ces trois mesures vont se conjuguer pour produire un choc inflationniste d'ampleur, qui obligera la Réserve fédérale à augmenter les taux d'intérêt. L'effet expansionniste des baisses d'impôt en sera atténué, le déficit des comptes publics, déjà supérieur à celui de la France, sera encore accru, et le dollar s'appréciera.

La question est de savoir si Trump fera pression sur la banque centrale américaine pour la dissuader d'augmenter trop fortement les taux. S'il le fait, la crédibilité de la monnaie en souffrira gravement, aux Etats-Unis et sans doute au-delà. Une chose est claire en tout cas : le produit des tarifs douaniers ne suffira pas à combler le déficit supplémentaire induit par la pérennisation des baisses d'impôt. La dette publique américaine risque de devenir insoutenable, ce qui à plus ou moins longue échéance mettrait en question le rôle pivot du dollar.

Privilège et devoirs

A court terme, les effets sur l'Europe de cette politique seront incertains : les tarifs douaniers pénaliseront les exportations européennes, mais l'appréciation du dollar aura l'effet inverse. Trump, cependant, ne se bornera sans doute pas à mettre en œuvre une hausse uniforme des droits de douane : il pourrait les différencier selon les produits et pénaliser ainsi les pays en surplus comme l'Allemagne, voire, dans la logique transactionnelle qui lui est familière, échanger des tarifs plus bas contre un engagement à acheter des armements américains, ou le maintien d'une garantie de sécurité contre des achats européens de gaz américain. L'unité européenne va être mise à rude épreuve.

A plus longue échéance, il n'y a guère de doute sur les effets néfastes d'une politique protectionniste. Une évaluation récente du Centre d'études prospectives et d'informations internationales montre ainsi que, dans un scénario associant maintien du libre-échange entre Etats-Unis, Canada et Mexique, hausse des tarifs douaniers de 60 points sur les importations en provenance de Chine, et de 10 points pour le reste du monde, l'économie chinoise souffrirait fortement du découplage d'avec les Etats-Unis,

tandis que les impacts sur l'Europe resteraient limités. Le grand gagnant serait en définitive le Mexique.

Ce scénario exclut cependant une guerre commerciale en vraie grandeur. Si celle-ci devait se développer, il est clair que l'Union européenne aurait beaucoup à y perdre. Elle est en effet beaucoup plus dépendante du commerce international que les Etats-Unis. C'est pourquoi elle doit rapidement compléter son arsenal de sécurité économique.

IL FAUT INVENTER UNE GOVERNANCE À LA MESURE DU MONDE QUI VIENT

Par-delà les risques d'aggravation des différends commerciaux, ce qui est le plus préoccupant est l'avenir de la coopération internationale. Les interrogations américaines sur la capacité du pays à remplir son rôle de chef d'orchestre de l'économie mondiale sont apparues dès avant le premier mandat de Trump. Biden n'a pas dissipé les doutes. A l'évidence, ce pays est fatigué d'exercer le leadership mondial, il n'est plus convaincu que le privilège exorbitant dont il bénéficie (émettre la monnaie internationale) équilibre les devoirs exorbitants (maintenir ses marchés ouverts et assurer l'équilibre macroéconomique mondial) qui en sont la contrepartie.

Cette fatigue rappelle celle qui a saisi le Royaume-Uni dans l'entre-deux-guerres. Dans un ouvrage fameux (*The World in Depression*, 1973), Charles Kindleberger a analysé la crise de 1929 comme le résultat d'un hiatus entre la puissance déclinante – le Royaume-Uni, dont l'économie était trop faible pour qu'il puisse assumer le leadership mondial – et la puissance montante – les Etats-Unis, qui ne voulaient pas encore endosser ce rôle.

Vivons-nous pareil moment ? Il est tentant de faire le parallèle entre les Etats-Unis d'hier et la Chine d'aujourd'hui. Mais c'est aussi trompeur, parce que la Chine n'a ni le poids économique, ni les institutions politiques, ni l'ouverture internationale qu'il faut pour jouer ce rôle. Qui plus est, le monde n'est plus aujourd'hui unipolaire ou bipolaire, mais de plus en plus multipolaire. Il faut donc inventer une gouvernance à la mesure du monde qui vient.

Les problèmes les plus pressants ne sont d'ailleurs plus les mêmes que ceux des années 1930. Le protectionnisme constitue aujourd'hui une menace de moindre ampleur que le changement climatique ou la dégradation de la biodiversité. La préservation des communs mondiaux n'appelle pas une gouvernance exécutive, mais une gouvernance partagée. L'Europe peut y travailler avec la Chine, l'Inde ou le Brésil, s'il le faut sans les Etats-Unis, qui ne représentent que 11 % des émissions mondiales et dont le rôle dans la préservation de la biodiversité est infiniment moins important que celui du Brésil. Les Etats-Unis, disait-on au tournant du millénaire, sont la « *nation indispensable* ». Il va falloir apprendre à se passer d'eux. ■

Jean Pisani-Ferry est professeur d'économie à Sciences Po (Paris), à l'Institut Bruegel (Bruxelles) et au Peterson Institute for International Economics (Washington)